



AgEcon SEARCH

RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Faut-il refaire des paysans ?

J. Boyeldieu

Citer ce document / Cite this document :

Boyeldieu J. Faut-il refaire des paysans ?. In: Économie rurale. N°124, 1978. Ecologie et société - Première partie. pp. 45-46;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1978.2555>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1978_num_124_1_2555

Fichier pdf généré le 08/05/2018

Résumé

La transformation des agriculteurs restant dans nos campagnes en « responsables d'entreprises agricoles » correspond à l'intégration accrue du secteur agricole dans l'économie globale, à mesure que s'est développé le recours à des techniques issues des autres secteurs : machinisme, chimie agricole, activités du secteur tertiaire (crédit, assurance, formation et développement, recherche...). Ce schéma s'est imposé peu à peu à l'agriculteur, qu'il le veuille ou non, et l'a rendu de plus en plus dépendant du système économique et de ses aléas.

Plus l'agriculteur a investi, plus il a emprunté, plus les échéances de remboursement sont pressantes, et moins il lui reste de degrés de liberté dans ses choix économiques et techniques. Une des conséquences de cet état de fait est de privilégier les activités directement payantes et d'éliminer les autres.

Or, le paysan n'était pas seulement un producteur de « marchandises ». Il a été le créateur de l'espace rural, l'aménageant au cours des générations. Actuellement encore, une part importante des efforts et du temps de travail de l'agriculteur est consacrée à l'entretien, voire à l'amélioration du patrimoine foncier bâti et non bâti, qui constitue à la fois son principal outil de travail et souvent son plus sûr capital.

Si nous supprimions tout cet aspect géographique, sociologique, écologique et structurel de l'activité de l'agriculteur, nous ferions disparaître le paysan pour ne conserver qu'un travailleur apte à assurer une certaine production.

La question qui se pose à toute société est d'apprécier l'importance respective, à court et long terme, de la production de marchandises agricoles et de la gestion du patrimoine foncier et de l'espace rural.

Abstract

Should we need peasants again ? - The increasing integration of farmers in economic circuits leads to their paid activities (production of saleable goods) gaining preference over non-paid activities.

The planning and management of land and rural space, both of which are the results of farm activity, are often badly paid or not paid at all.

But farmers, who are fewer to-day, are better equipped, better informed and better advised than before. The collectivity should allow them to take full responsibility for rural space, from its physical planning to its cultural role.

FAUT-IL REFAIRE DES PAYSANS ?

J. BOYELDIEU

INAPG

La transformation des agriculteurs restant dans nos campagnes en « responsables d'entreprises agricoles » correspond à l'intégration accrue du secteur agricole dans l'économie globale, à mesure que s'est développé le recours à des techniques issues des autres secteurs : machinisme, chimie agricole, activités du secteur tertiaire (crédit, assurance, formation et développement, recherche...). Ce schéma s'est imposé peu à peu à l'agriculteur, qu'il le veuille ou non, et l'a rendu de plus en plus dépendant du système économique et de ses aléas.

Plus l'agriculteur a investi, plus il a emprunté, plus les échéances de remboursement sont pressantes, et moins il lui reste de degrés de liberté dans ses choix économiques et techniques. Une des conséquences de cet état de fait est de privilégier les activités directement payantes et d'éliminer les autres.

Or, le paysan n'était pas seulement un producteur de « marchandises ». Il a été le créateur de l'espace rural, l'aménageant au cours des générations. Actuellement encore, une part importante des efforts et du temps de travail de l'agriculteur est consacrée à l'entretien, voire à l'amélioration du patrimoine foncier bâti et non bâti, qui constitue à la fois son principal outil de travail et souvent son plus sûr capital.

Si nous supprimions tout cet aspect géographique, sociologique, écologique et structurel de l'activité de l'agriculteur, nous ferions disparaître le paysan pour ne conserver qu'un travailleur apte à assurer une certaine production.

La question qui se pose à toute société est d'apprécier l'importance respective, à court et long terme, de la production de marchandises agricoles et de la gestion du patrimoine foncier et de l'espace rural.

SHOULD WE NEED PEASANTS AGAIN ?

The increasing integration of farmers in economic circuits leads to their paid activities (production of saleable goods) gaining preference over non-paid activities.

The planning and management of land and rural space, both of which are the results of farm activity, are often badly paid or not paid at all.

But farmers, who are fewer to-day, are better equipped, better informed and better advised than before. The collectivity should allow them to take full responsibility for rural space, from its physical planning to its cultural role.

L'intégration croissante des agriculteurs dans les circuits économiques conduit à privilégier leurs activités payantes (création de marchandises vendables) au détriment des activités non rémunérées.

L'aménagement et la gestion du patrimoine foncier et de l'espace rural, résultats du labeur paysan, restent le plus souvent mal ou non payés.

Mais les agriculteurs, moins nombreux, sont mieux équipés, mieux informés et mieux encadrés que jadis ; la collectivité doit leur permettre d'assumer l'espace rural, depuis son aménagement physique jusqu'à son animation culturelle.

Ces deux tâches doivent être menées à bien, mais les efforts correspondant à la seconde sont rarement

payants dans l'organisation économique actuelle. Souvent au contraire, elles coûtent, ce qui revient à dissuader l'agriculteur de les effectuer.

On peut bien sûr concevoir les nombreuses régions agricoles françaises comme autant de « parcs naturels » dont la mise en valeur serait confiée à des organismes spécialisés. Une telle formule serait très onéreuse. On imagine mal, à tous points de vue, que les agriculteurs ne soient pas intégrés à de tels projets et ne participent pas à leur réalisation.

Devant l'urbanisation croissante se développe une prise de conscience de l'intérêt de l'espace rural pour l'ensemble de la nation. Pour assurer cette prise en compte de l'espace rural, le problème est de remplacer

les rapports purement mercantiles entre les divers secteurs ou groupes professionnels, par une coopération plus large visant à l'établissement d'un nouvel équilibre entre ville et campagne, activités industrielles et agricoles.

L'agriculture doit trouver chez les autres secteurs des moyens de travail et des débouchés ; elle peut aussi offrir des améliorations aux conditions de vie et contribuer à réduire la pollution et à recycler des déchets.

Des travaux d'aménagement du milieu sont actuellement pris en charge par des agriculteurs, individuellement ou rassemblés dans divers groupements, ou par des collectivités locales (communes, syndicats intercommunaux, syndicats d'assainissement, coopératives, associations syndicales de drainage, sociétés de chasse, de pêche, etc.). De telles actions sont souvent soutenues ou encadrées par des organismes ou des services départementaux ou à vocation plus large : Conseils généraux, Chambres d'Agriculture, Directions départementales de l'Agriculture, Agences de Bassin, etc.).

Il reste que les ruraux, particulièrement les agriculteurs, sont les mieux placés pour appréhender concrètement les problèmes d'aménagement et de gestion des ressources naturelles, à condition de bénéficier de l'appui de services spécialisés, préparés à leur apporter les informations scientifiques et techniques nécessaires.

Non seulement les agriculteurs doivent participer à l'élaboration des projets qui bénéficieront de leur connaissance du terrain, mais ils doivent concourir à leur mise en œuvre. Leur travail retrouvera ainsi, d'une manière reconnue, un rôle d'aménagement de l'espace. Ils assumeront à nouveau une des tâches essentielles des paysans : celle de façonner le « pays » ou région agricole.

Mais les ruraux ne sont pas seulement les créateurs du pays, ils doivent en être les animateurs.

Les sociologues ont mis en évidence des seuils de population en-dessous desquels la vie, l'activité sous ses diverses formes, disparaissait des campagnes dépeuplées. Ce problème est lié à l'installation dans les campagnes de personnes appartenant à d'autres secteurs que celui de la production agricole.

Pendant en zone rurale le secteur agricole restera l'élément autochtone en contact permanent avec le milieu physique et social, donc bien placé pour animer la vie locale.

Faire prendre en charge l'évolution et la vie des campagnes par les paysans n'est pas seulement souhaitable, c'est tout à fait réalisable. Les agriculteurs d'aujourd'hui sont certes beaucoup moins nombreux, mais ils sont mieux équipés, mieux informés et mieux encadrés que jadis. Beaucoup sont habitués à participer à divers groupes, ou à gérer une commune, une coopérative ou une mutuelle.

Il suffit que les grandes organisations professionnelles (Syndicalisme, Chambres d'Agriculture, Instituts techniques...), acceptent de prendre en compte ensemble tous ces aspects débordant la technique et l'économie, et assurent la diffusion des idées et la promotion des réalisations.

En conclusion, nous pensons qu'il ne faut pas enfermer les agriculteurs dans le seul rôle de producteurs de biens consommables. Il faut leur permettre d'assumer leur milieu tout entier, depuis son aménagement physique jusqu'à sa vie économique et culturelle.